

# LES BRIGANDS DE LA POLITIQUE

**« La scène politique attirera toujours des aventuriers irresponsables, des ambitieux et des escrocs. On ne cessera pas si facilement que cela de détruire notre planète » (Vaclav Havel)**

*Transparency International* calcule et publie chaque année un indice de corruption par pays. En 2014, la France y occupe une place intéressante : la 26ème, à égalité avec le Qatar et juste derrière les Emirats Arabes Unis ! Rien de surprenant à cela ! En effet, bien que leurs compromissions soient avérées, bien qu'ils soient poursuivis et « mis en examen » pour la plupart, il est quasi impossible de condamner sérieusement, aujourd'hui, des personnages politiques de quelque bord qu'ils soient sans soulever la riposte adverse qui se traduit par un nouveau scandale. Et des scandales, ce n'est pas ce qui a manqué dans notre « douce France »... mais ils traînent en longueur (affaires Tapie, Betancourt, Bygmalion...) ou on les étouffe...

A titre d'exemple (non exhaustif), [Jean-Noël Guérini](#), sénateur PS du 13, a fait l'objet d'une double mise en examen dans une affaire qui dure depuis plusieurs années et mêle responsables politiques et grand banditisme. Son défaut de moralité ne l'empêchera pas d'être, en septembre 2014, réélu sénateur par un collège de « grands électeurs » et en mars 2015, conseiller général... ce qui laisse perplexe quant à la moralité de ses électeurs. (1)

« Un peuple qui élit des corrompus, des renégats, des imposteurs, des voleurs et des traîtres n'est pas victime. Il est complice » vitupérait Georges Orwell...

« Je m'inquiète du fait que le parti socialiste soit solidaire d'élus dont les liens avec le grand banditisme apparaissent... Il y a au sein du PS un système affairiste... » déclarait, déjà, Montebourg le 7 juillet 2011 dans *l'Echo Républicain*. Le 21 novembre 2011, il confirmait « la corruption d'élus socialistes » dans une lettre à Martine Aubry, en l'accusant : « nul ne croira que tu pouvais ignorer la gravité des faits ».

Platon soutenait que « Le plus grand mal, à part l'injustice, serait que l'auteur de l'injustice ne paie pas la peine de sa faute »... vœu pieux que celui-ci dans notre chère *Ripoublique*...

Nous le constatons régulièrement, la vie politique en France n'est pas triste et elle serait même amusante si les hommes politiques de ce pays n'avaient pas en commun la fâcheuse habitude de se moquer du monde. Comme ils ont entendu dire, pendant leurs études, que les hommes d'Etat n'ont pas de scrupules, ils ont cru qu'il leur suffirait de ne pas avoir de scrupules pour être des hommes d'Etat. Le « *Vallsgate* » de Berlin en est un exemple flagrant quand Manuel Valls, sans la moindre déontologie pour sa fonction, ignore lors de ce déplacement les principes les plus élémentaires de la séparation entre les comptes privés et publics...

Sur le voyage privé du Premier Ministre à Berlin, le philosophe et historien Marcel Gauchet, écrira dans « *le journal du dimanche* » : « Tous ces abus dans la société où nous sommes, arrivent inexorablement sur la place publique et ne sont plus supportés, étant donné la médiocrité globale des résultats de ces supposés brillants cerveaux. [...] Les gouvernants ont perdu l'aura qui empêchait d'aller voir de près leurs faits et gestes. »

Ces « affaires » à répétition confirment l'effondrement de la moralité politique et l'indécence sans limites d'une caste de sur-privilegiés, dont le comportement insulte chaque jour un peuple français pressuré de toutes parts.

« *La démocratie est fondée sur la vertu* », déclarait Montesquieu. La démocratie exige nécessairement la vertu politique, c'est-à-dire, selon ce même Montesquieu, « *l'amour des lois et de la patrie* ».

Mais est-ce bien le cas de notre démocratie ? On peut en douter sérieusement, car, depuis longtemps, la classe politique a probablement oublié ce qu'était la patrie, mais a bien compris comment utiliser les failles de ce système.

Dès lors, la « *justice* », vantée par ailleurs par la caste politique, apparaît au citoyen *lambda* le plus souvent sous forme négative : L'injustice est *criante* ; elle est *scandale* ! Elle est pierre d'achoppement. Avec la même rugosité que l'obstacle qui fait chuter, l'injustice se dresse sur le chemin sans qu'il soit possible de la neutraliser.

Dans son discours du 22 septembre 2011 à Berlin devant le Reichstag, Benoît XVI a cité saint Augustin en ces termes : « *C'est pourquoi, sans la justice, que sont les royaumes sinon de grandes bandes de brigands* » (*Cité de Dieu*, IV, 4).

Sans la justice, en effet, les royaumes sont-ils autre chose que de grandes troupes de brigands ? Et qu'est-ce qu'une troupe de brigands, sinon un petit royaume ? Car c'est une réunion d'hommes où un chef commande, où un pacte social est reconnu, où certaines conventions règlent le partage du butin. Si cette troupe funeste, en se recrutant de comparses dénués de vertus politiques, grossit au point d'occuper un pays, d'établir des postes importants, d'emporter des villes, des mandats parlementaires, de subjuguier des peuples, alors elle s'arroge ouvertement le titre de *royaume*... ou *chasse gardée*, titre qui lui assure non pas le renoncement à la cupidité, mais la conquête de l'impunité et la généralisation du renoncement et du cynisme.

Il n'y a même pas de différence substantielle entre un vulgaire brigand des mers et un empereur tel Alexandre le Grand, comme l'exprime saint Augustin dans un passage d'une insolence étonnante : « *La Cité des Dieux* », Livre IV, chapitre IX.

« *A quoi penses-tu ? D'infester la mer ?* » lui demanda le roi.

« *A quoi penses-tu ? D'infester la terre ?* » répondit le pirate avec une audacieuse liberté. « *Mais parce que je n'ai qu'un frêle navire, on m'appelle pirate et parce que tu as une grande flotte on te nomme conquérant* ».

C'est une spirituelle et juste réponse que fit à Alexandre le Grand ce pirate tombé en son pouvoir.

La société humaine dans laquelle nous vivons, poursuit des bonheurs faux, trompeurs et méprisables. Dans bien des cas, l'exercice du pouvoir politique et juridique se trouve dépourvu de toute légitimité morale. Dès lors, cette immoralité perverse afflige les Français raisonnables qui demeurent nombreux. Où ils attendent l'espérance, on leur offre des bilans truqués, des chiffres faux, des slogans ineptes, des palinodies honteuses, des sondages orientés, des promesses non tenues et autant de mensonges qui faisaient, déjà, dire à Platon : « *La perversion de la cité commence par la fraude des mots* ».

Un disciple demanda un jour à Confucius quelle lui semblait être la première tâche à faire pour le souverain d'un pays. Il répondit : « *Restaurer le sens des mots !* »

En effet, rien dans la valse des mots qui nous abreuve au quotidien ressemble à de la volonté, de l'enthousiasme... par conséquent de l'avenir. Alors, le constat tombe comme une pierre dans le jardin de ces messieurs : Plus de confiance !... et les abstentions se multiplient lors des consultations électorales.

Pourtant, j'en suis sûr, il suffirait de quelques mots brûlants pour enflammer encore ce peuple. Mais, pour lui donner à croire, il faudrait avoir la foi et ces bonimenteurs ne croient même pas en eux-mêmes, car je suis sûr qu'au fin fond de

leur conscience, si par hasard ils y regardent, doit gésir la stupeur de se trouver à la place invraisemblablement induite où ils sont. Et c'est ainsi que nous végétons, enquinés, dans la platitude marécageuse d'hommes politiques qui ne peuvent plus prétendre à la confiance du peuple.

**José CASTANO**

**Courriel :**

[joseph.castano0508@orange.fr](mailto:joseph.castano0508@orange.fr)

-0-0-0-0-0-0-0-0-

(1) - Six mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité ont été requis, le 25 novembre 2015, par l'avocat général de la cour d'appel d'Aix-en-Provence à l'encontre du sénateur Jean-Noël Guérini et du député PS Jean-David Ciot, jugés pour détournement de fonds publics et recel de détournement.

M. Guérini est par ailleurs mis en examen notamment pour trafic d'influence et association de malfaiteurs, dans plusieurs dossiers de marchés publics présumés frauduleux, tout comme son frère Alexandre, soupçonné d'accointances avec le milieu.

-0-0-0-0-0-0-0-0-

### **Manuel Valls doit s'expliquer**

Valls doit s'expliquer. Dans une interview à *Valeurs actuelles*, parue jeudi 19 novembre 2015, Bernard Squarcini, ancien patron du renseignement français, dévoile un véritable scandale d'État. Il y a deux ans un responsable des services syriens lui avait proposé une liste de djihadistes français combattant en Syrie. Il en avait aussitôt parlé à son ancien service qui avait rendu compte à Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur. Comme la condition était que la France accepte, elle aussi, de coopérer avec les Syriens, on lui a opposé un refus. Et donc pour de strictes raisons idéologiques, la France s'est privée d'une liste de terroristes dont certains ont sans doute ensanglanté Paris le 13 novembre. C'est dire s'il s'agit là d'une affaire d'État qui doit amener l'actuel premier ministre à s'expliquer sur cette terrible faute.

YVES DE KERDREL – « *Valeurs Actuelles* »

En octobre 2014, *Marianne* faisait état de l'inquiétude des services français qui estimaient que la lutte contre le terrorisme nécessitait une collaboration avec la Syrie. Bernard Squarcini, ancien directeur de la DCRI, cité par l'hebdomadaire, déclarait : « *Depuis l'arrivée de Laurent Fabius au Quai d'Orsay, tous les ponts ont été coupés avec Damas parce que Paris mise sur la chute du régime (...). Tous les djihadistes français partent là-bas. Comment les arrêter s'il n'y a plus de contacts, plus de négociations ?* ».

-0-0-0-0-0-0-0-0-

**Ma biographie, cliquer sur :** - [Ma Biographie](#) –

**Mes ouvrages, cliquez sur :** - [Ma Bibliographie](#) –

**Mon blog :** <http://jose.castano.over-blog.com/>